



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**de la zone de défense et de sécurité Sud**

Secrétariat général pour l'administration  
du ministère de l'Intérieur Sud

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert :

Exploitation et maintenance multitechnique pour le centre de rétention  
administrative (CRA) de Perpignan

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Référence publique : **SGAMISUD-AOO-2025-07-42**

## Sommaire

1	Objet du marché –Dispositions générales.....	3
1.1	Objet de l'accord cadre.....	3
1.2.	Durée de l'accord cadre et délai d'exécution.....	3
1.3	Reconduction.....	3
1.4	Engagement sur un montant maximum annuel.....	3
1.5	Condition d'affermissement des tranches.....	4
1.6	Modalités d'émission de bons de commande.....	4
1.7	Redressement ou liquidation judiciaire.....	4
1.8	Désignation des sous traitants en cours d'exécution de l'accord cadre.	4
2	Pièces contractuelles.....	5
3	Conditions générales d'exécution.....	5
3.1	Clause sociale (par le facilitateur si existante).....	5
3.2	Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	5
3.3	Obligations générales des parties.....	6
3.4	Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	6
3.5	Protection de l'environnement.....	7
4	Conditions particulières d'exécution.....	7
4.1	Bons de commande.....	7
4.2	Conditions de livraison.....	7
4.3	Garantie.....	9
4.4	Langue.....	9
4.5	Responsabilités et obligations particulières.....	9
5	Constatation de l'exécution des prestations.....	9
5.1	Définition et respect des délais d'exécution.....	9
5.2	Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.....	9
6	Prix.....	10
6.1	Unité monétaire, nature et contenu des prix.....	10
6.2	Forme du prix.....	10
6.3	Modalités de révision des prix.....	10
6.4	Evolution de gamme.....	11
7	Clause de financement et de sureté.....	12
7.1	Retenue de garantie.....	12
7.2	Avance.....	12
8	Modalités de règlement des comptes.....	12
8.1	Présentation des demandes de paiement.....	12
8.2	Modalité de paiement.....	13
8.3	Modification des coordonnées.....	13
9	Pénalités.....	13
9.1	Modalités d'application des pénalités.....	13
9.2	Pénalités pour retard.....	14
10	Clause de réexamen (à adapter avec le service prescripteur).....	14
11	Résiliation.....	15
12	Droit et langue.....	15
13	Dérogation au CCAG FCS.....	15

# 1 Objet du marché –Dispositions générales

## 1.1 Objet de l'accord cadre

---

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent l'exploitation et la maintenance multitechnique pour le centre de rétention administrative de Perpignan.

Cet accord cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations du présent marché.

## 1.2. Durée de l'accord cadre et délai d'exécution

---

Chaque accord cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de (2) ans.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord cadre.

## 1.3 Reconduction

---

L'accord cadre est renouvelable 1 fois pour une période de 24 mois par **reconduction tacite**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas reconduire l'accord cadre, par décision expresse notifiée par écrit au titulaire, avec un délai de préavis de deux mois avant la date d'échéance.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la décision de l'administration quant à la reconduction ou à la non reconduction de l'accord cadre.

## 1.4 Engagement sur un montant maximum annuel

---

Le présent accord cadre comprend un engagement sur un montant maximum annuel HT de commandes en application du 2° de l'article R2162-4 du code de la commande publique à savoir :

**55 000 € HT par an soit 66 000 € TTC par an**

## 1.5 Condition d'affermissement des tranches

---

Sans objet.

## 1.6 Modalités d'émission de bons de commande

---

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Toutes les prestations feront l'objet de bons de commandes avant exécution. Ils seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.  
Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.  
Le délai d'exécution sera fixé en conséquence dans le bon de commande.

## **1.7 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

## **1.8 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution de l'accord cadre, la déclaration de sous-traitance devra être adressée à l'adresse ci-dessous :

Nom de l'organisme : Ministère de l'intérieur Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud Direction de l'administration générale et des finances Bureau de la Commande Publique et des Achats Pôle Politique Achat
Adresse : 299, Chemin de Sainte-Marthe - CS 90495
Localité/ville : Marseille cedex 14

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées à R2193-3 et suivant du CPP.

**Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.**

## **2 Pièces contractuelles**

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement de chaque lot et ses annexes dont le bordereau de prix de chaque lot ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché ;
- l'offre technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

### 3 Conditions générales d'exécution

#### 3.1 Clause sociale

*Le maître d'ouvrage a inclus dans le présent marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.*

##### 1) Cellule d'appui

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage désigne une cellule d'appui « clause d'insertion » :

**Benjamin MANEGLIA,**  
**Chargé de mission clause sociale**  
**GE-RSE BTP 66&11**  
Téléphone : 04.30.82.19.44 / 06.01.15.44.99  
E-mail : [clauseinsertion@ge-rse.fr](mailto:clauseinsertion@ge-rse.fr)

Dans ce cadre, cette cellule d'appui a pour missions :

- > D'informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion existants,
- > De proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés,
- > De fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché,
- > De suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

##### 2) Engagements de l'entreprise

- Vis-à-vis du maître d'ouvrage :
  - o L'entreprise s'engage à respecter les modalités prévues dans cette annexe et d'effectuer le nombre d'heures d'insertion indiquées dans l'annexe à l'acte d'engagement.
- Vis-à-vis du GE-RSE :
  - o L'entreprise s'engage à prendre contact sous 15 jours, suivant la notification d'attribution, avec la cellule d'appui désignée en paragraphe 1
  - o L'entreprise s'engage à prévenir la cellule d'appui de toutes difficultés dans la mise en place de la clause sociale ainsi que dans le cadre des recrutements de bénéficiaires et de leurs missions.
- Vis-à-vis du bénéficiaire :
  - o L'entreprise s'engage à désigner un tuteur et à assurer le lien avec la cellule d'appui désignée dans le paragraphe 1

### 3) Publics bénéficiaires des clauses sociales

#### 2.1) Publics éligibles

Le titulaire doit impérativement faire appel à une /des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion :

Publics bénéficiaires	Précisions
Bénéficiaires de minimas sociaux	Personnes bénéficiaires du RSA, de l'ASS ou de l'AAH
Demandeurs d'emplois de longue durée	Plus de 12 mois d'inscription dans les 18 derniers mois
Demandeurs d'emplois de +50 ans	Personnes âgées de +50 ans et inscrites comme demandeurs d'emploi
Jeunes de – 26 ans	Jeunes répondant à au moins 1 critère : <ul style="list-style-type: none"><li>- Niveaux de qualification 3 maximum (CAP/BEP obtenu) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois</li><li>- Diplômes mais justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis la sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur</li></ul>
Travailleurs handicapés	<ul style="list-style-type: none"><li>- Travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail</li><li>- Personnes inscrites comme demandeurs d'emploi</li></ul>
Personnes prises en charge dans le dispositif IAE	Mises à disposition issues des structures d'insertion : <ul style="list-style-type: none"><li>o Association Intermédiaire (AI),</li><li>o Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI),</li><li>o Entreprises d'Insertion (EI),</li><li>o Atelier et Chantier d'Insertion (ACI),</li><li>o Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)</li></ul>
Habitants des Quartiers Prioritaires de la Ville éloignés de l'emploi	Personnes habitants le périmètre des Quartiers Prioritaires de la Ville et présentant des difficultés d'accès à l'emploi
Autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et/ou à la qualification	Validation sur avis motivé par le Service Public de l'Emploi et le facilitateur des clauses sociales du marché

#### 2.2) Conditions supplémentaires quant aux bénéficiaires :

Pour être prises en compte au titre de la clause d'insertion, ces personnes doivent :

- Être validées impérativement avant embauche par la cellule d'appui clauses sociales du marché, désignée au paragraphe numéro 1,
- Être intégrées durant l'exécution du marché.

#### 4) Moyens de réponses aux heures d'insertion

Embauches directes dans l'entreprise	Mises à disposition de salariés	Co-traitance ou sous-traitance avec une structure d'insertion/handicap
<ul style="list-style-type: none"><li>• CDD</li><li>• CDI</li><li>• Contrats d'apprentissage</li><li>• Contrats de professionnalisation</li><li>• Contrats aidés (CUI-CIE, etc.)</li></ul>	Recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)	Concerne exclusivement : <ul style="list-style-type: none"><li>• Entreprises d'Insertion (EI)</li><li>• Entreprises Adaptées (EA)</li><li>• ESAT</li><li>• Chantiers d'insertion (ACI)</li></ul>
	Recours à une association intermédiaire (AI)	
	Recours à un groupement d'employeur pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)	
	Recours à une entreprise de travail temporaire (ETT)	
Remarques :		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Les personnes bénéficient d'un parcours d'insertion maximal de 24 mois.</li><li>• La signature d'un CDI avec un bénéficiaire déjà en parcours sera valorisé pendant 12 mois à partir de la signature du contrat pour les clauses sociales des marchés en cours et à venir</li></ul>		

#### 5) Globalisation des heures d'insertion

Dans le cas d'une entreprise attributaire de plusieurs marchés comportant une clause sociale, il sera possible de globaliser l'ensemble des heures d'insertion après demande et accord auprès du facilitateur.

Elle peut être déclarée recevable :

- Si la mesure permet de respecter la réalisation des heures d'insertion dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés,
- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,

En tout état de cause, les heures d'insertion réalisées seront affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

#### 6) Cas des co-traitances et sous-traitances

En cas de co-traitance et de sous-traitance, l'entreprise mandataire reste redevable auprès du donneur d'ordre de la réalisation intégrale des heures d'insertion lui ayant été notifiées.

Dans le cas où le mandataire souhaite répartir son engagement d'insertion avec ses entreprises partenaires (co-traitants ou sous-traitants), il devra transmettre un document d'engagement co-signés par les parties prenantes.

## **7) Modalités de contrôle de l'action d'insertion et pénalités**

Il sera procédé au contrôle de la bonne exécution de la clause d'insertion sur lequel l'attributaire s'est engagé. A cet effet, il doit être produit mensuellement tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'engagement d'insertion (copie des contrats, relevés d'heures etc.)

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité dont le montant est fixé dans le tableau ci-dessous.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

Le non-réalisation totale ou partielle des heures d'insertion par l'entreprise attributaire, entraîne également l'application d'une pénalité dont le montant figure dans le tableau ci-dessous.

<b>Pénalités</b>	<b>Montant</b>
Non-réalisation de la totalité ou d'une partie des heures d'insertion notifiées	60€ TTC par heures non réalisées
Absence/refus de transmission de renseignements ou documents permettant le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	Forfait de 150€ TTC par jour de retard à compter de la mise en demeure

## **8) Difficultés de réalisation des heures d'insertion**

Le titulaire doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage et le facilitateur étudieront les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

**A noter :** la clause sociale d'insertion professionnelle pose une obligation pour le titulaire de recourir partiellement à une main-d'œuvre extérieure, ce qui est susceptible d'entrer en conflit avec d'autres obligations du titulaire au titre du code du travail (articles L 1233-45 et L 1242-5, notamment) lorsqu'il fait face à des mesures de chômage partiel ou de licenciement économique au sein de son entreprise.

En effet, ces mesures sont généralement assorties d'une interdiction d'embauche. Il est donc légitime que l'acheteur en relation avec le facilitateur, accède à la demande de l'entreprise d'alléger ou de suspendre la clause sociale d'insertion professionnelle tant que perdurent ces difficultés et le risque de contradiction avec le code du travail.

La reconnaissance de cette situation sera matérialisée par un ordre de service de l'acheteur.

Ainsi, en cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement économique ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra suspendre l'application de la clause sous réserve que le titulaire l'informe par courrier recommandé avec AR en lui adressant une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DDETS ou au juge.



### 3.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

---

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ✓ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché,
- ✓ Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- ✓ Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- ✓ A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- ✓ A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

---

### **3.3 Obligations générales des parties**

---

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché le concernant ou concernant l'un de ses sous-traitants et qui se rapportent, de façon générale, à toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

### **3.4 Protection de la main d'œuvre et condition de travail**

---

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes. Le titulaire est garant de son personnel et s'engage à fournir les moyens humains et logistiques nécessaires à la livraison des fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre. Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires d'ordre, de sécurité et d'hygiène propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel que des tiers. Il est tenu de respecter les lois, règlements et traités internationaux en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail.

Le titulaire doit se conformer à la législation sociale en vigueur, notamment en matière de détachement transnational de salariés. Il devra tenir à la disposition de l'acheteur l'ensemble des déclarations et justificatifs correspondants.

En cas de travail dissimulé, sur simple constatation écrite d'un agent de contrôle ou d'un agent de l'acheteur, le titulaire est tenu de faire cesser sans délai cette situation et d'informer l'acheteur des suites données. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation, dans un délai de deux mois à compter de la date de la constatation, l'acheteur procède à la résiliation du contrat pour faute du titulaire, sans indemnités et à ses frais et risques, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants des obligations susmentionnées et est directement responsable du respect, par ses sous-traitants, des lois et règlements en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Tous les agents du titulaire en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise et présenter une tenue correcte.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, le titulaire s'engage à remplacer la personne absente et assurer l'exécution des prestations courantes ou supplémentaires qui seront éventuellement demandées par l'acheteur.

### **3.5 Protection de l'environnement**

---

Il sera fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

## 4 Conditions particulières d'exécution

### 4.1 Bons de commande

---

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande aura lieu lors de la survenance du besoin.

La personne habilitée à signer les bons de commande sera le représentant de l'acheteur.

Ce bon de commande sera transmis au titulaire **par mail**

Le bon de commande portera les mentions suivantes :

Les références du marché ;

la nature de la prestation ;

le lieu de livraison de la commande ;

le montant du bon de commande (HT /TTC / TVA applicable) ;

le délai de livraison de la commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces conditions, l'acheteur se réserve le droit de refuser la livraison.

### 4.2 Conditions de livraison

---

Les modalités de livraison sont indiquées dans le CCTP.

#### 4.2.1 Emballage

Le prestataire devra s'assurer que l'emballage garantit le bon acheminement des approvisionnements concernés (polystyrène, carton adapté, etc.).

L'emballage des matériels est à la charge du fournisseur.

Pour emballer ses fournitures, le titulaire est incité à utiliser des matériaux recyclables ou bénéficiant d'un écolabel garantissant le respect de l'environnement.

En toute hypothèse, le titulaire devra reprendre ses emballages après livraison.

#### 4.2.2 Transport

Le titulaire est responsable du mode de transport des produits dans les conditions fixées à l'article 20.3 du CCAG-FCS.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Pour réaliser la livraison, le prestataire est incité à utiliser des véhicules qui fonctionnent avec des énergies propres.

#### **4.2.3 Livraison**

Les lieux et dates (ou délais) de livraison seront mentionnés dans chaque bon de commande. Ils présentent un caractère objectivement impératif. Tout retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations fera l'objet de pénalités dans les conditions prévues à l'article 6.2 du présent CCAP.

Le titulaire a l'obligation d'assister les services de l'acheteur afin de respecter les délais et les conditions matérielles de livraison des approvisionnements.

Les livraisons devront être effectuées dans tout site de l'acheteur dont l'adresse sera précisée au bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire de l'accord-cadre et ne pourra pas être facturée à l'acheteur.

Les livraisons s'effectuent pendant les jours et heures ouvrables. Les horaires de réception vous seront communiqués pour chacun des lots ultérieurement.

Les colis doivent être remis au correspondant du site par les livreurs au lieu précis indiqué sur le bon de commande.

Au cours des livraisons dans l'enceinte des sites, le personnel titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par l'établissement. Le cas échéant, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants pour l'obtention d'habilitations nécessaires à l'accès au site.

Les accès des sites étant réglementés, les agents du titulaire doivent être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils remettent en cas de réquisition de personnel en faction. La pièce d'identité est conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte des locaux de l'unité.

#### **4.2.4 Documents à fournir**

Pour chaque livraison, le titulaire devra remettre un bon de livraison sur lequel seront indiqués :

- Le nom de l'expéditeur,
- Le numéro de la commande
- L'adresse de livraison
- La date de livraison
- Le nombre de colis livrés
- La désignation et la référence du produits
- Les quantités livrées
- Les articles manquant restant à livrer

### **4.3 Garantie**

---

Les prestations font l'objet d'une garantie, sans supplément de prix, dans les conditions définies ci-dessous. Les matériels feront l'objet d'une garantie d'une (1) année dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS. Le titulaire est libre d'étendre ce délai.

### **4.4 Langue**

---

Toutes les notices, conditions d'utilisations du matériel ou produit livré doivent être écrites en français.

### **4.5 Responsabilités et obligations particulières**

---

Sans objet.

## **5 Constatation de l'exécution des prestations**

### **5.1 Définition et respect des délais d'exécution**

---

Les échéances et les délais mentionnés dans les pièces du marché sont fermes et définitifs et devront être respectés par le titulaire, leurs sous-traitants éventuels et leurs partenaires impliqués par le projet.

En cas de prolongation du délai d'exécution, il sera fait application de l'article 13.3 du CCAGFCS. Si les fournitures et prestations n'étaient pas exécutées par le titulaire aux échéances et dans les délais fixés par les pièces du marché et si, de ce fait, elles ne pouvaient pas être validées par l'acheteur aux dates prévues, le titulaire encourrait des pénalités fixées au présent CCAP et il serait tenu d'accepter sans condition de nouvelles dates choisies et fixées par l'acheteur.

Dans le cas où l'acheteur est contraint d'appliquer des pénalités, le titulaire est en tout état de cause tenu par les dates et les délais contractuels mentionnés au marché.

### **5.2 Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives**

---

Les opérations de vérifications quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation réalisée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Elles sont réalisées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

### **5.3 Admission, ajournement, réfaction ou rejet**

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

## 6 Prix

### 6.1 Unité monétaire, nature et contenu des prix

---

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le présent accord cadre est composite.

Les prix résultent de l'application des différents taux de remise contractuels consentis par le titulaire tels que définis dans l'Acte d'Engagement (ATTR11) du lot choisi et ses annexes, aux tarifs publics des fournitures concernées, en vigueur à la date de la commande.

Dans le cas où le titulaire de l'accord cadre met à disposition de l'acheteur un accès internet, il devra, après notification du marché, mettre les prix et le taux de remise, en cohérence avec ceux proposés dans l'offre.

Outre la fourniture des matériels, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage et au transport.

### 6.2 Forme du prix

---

Le marché étant mixte, il comportera des prestations à prix unitaires et à prix forfaitaires (prix mixtes).

Les prix unitaires des fournitures sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de l'accord-cadre sont définitifs et révisables : prix fixe pour la première période puis révisable pour les périodes suivantes.

#### ♣ Prestations forfaitaires

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont réglées à prix global et forfaitaire. Ce prix comprend les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues explicitement au présent accord-cadre.

Lors de sa réponse à la présente consultation, le titulaire doit intégrer toutes les dispositions financières concourantes à la remise en état d'équipement, de matériel, de composant d'équipement ou de matériel dont le montant unitaire (remise déduite du fournisseur) est inférieur à 550 € HT quelle que soit la nature de la panne ou de l'usure normale ou anormale, remarques relevant du rapport du bureau de contrôle (excepté les mises en conformité suite à une évolution réglementaire).

REMARQUE : Conformément aux dispositions de l'article R. 2122-1 et suivant, la personne publique peut avoir recours ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

#### ♣ Prestations hors forfait

Les prix des prestations hors forfait sont calculés sur la base du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ou sur devis acceptés par la personne publique.

### 6.3 Modalités de révision des prix

---

#### 6.3.1 Révision des prix

Les prix sont réputés fermes pendant la première année d'exécution. Ils sont ensuite révisibles par ajustement tous les semestres.

Les prix sont ajustables par référence aux tarifs du titulaire des matériels répertoriés dans son catalogue contractualisé en vigueur.

Le changement de tarifs (ajustement) ne sera pris en compte que si le(s) nouveau(x) document(s) tarifaire(s) de référence a (ont) été dûment notifié(s) à l'acheteur avec un préavis d'un (1) mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. La date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs ne pourra en aucun cas être antérieure à la date de réception du nouveau tarif. La communication de ces nouveaux tarifs s'effectuera par courriel adressé au représentant de l'acheteur avec les nouveaux tarifs en pièces jointes et au format PDF ou au format compressé « zip » si plusieurs documents PDF).

La remise annoncée dans l'acte d'engagement restera inchangée pour toute la durée d'exécution du contrat.

#### Modalités de révision des prix pour le P2 (montant global) :

Prix fixes sur la première année puis les prix révisés selon la formule ci-dessous :

$$P = P_o (0,15 + 0,70 \text{ ICHT} - \text{Ime} + 0,15 \text{ FSD1})$$

P=prix révisé pour les prestations de l'année N

Po=prix initial pour les prestations de l'année de notification du contrats

ICHT-Ime = valeur au mois de l'année N de l'indice du coût de la main d'oeuvre des industries mécaniques et électriques (ICHT-Ime), paru au moniteur du bâtiment et des travaux publics ICHT-Ime=valeur initiale de l'indice ICHT-Ime au mois zéro correspondant à la date de remise de l'offre

FSD1=valeur au mois de l'année N de l'indice des prix des frais et services divers paru au moniteur du bâtiment et des travaux publics

FSD1o=valeur initiale de l'indice FSD1 au mois zéro correspondant à la date de remise de l'offre.

Le ou les prix sont révisibles tous les ans, à la date anniversaire de la notification de l'ordre de service initial.

#### Modalités de transmission de révision des prix :

La révision des prix est applicable annuellement à la date de début d'exécution des prestations mentionnés dans l'ordre de service. Dans le cas où la révision des prix n'est pas demandée, elle ne pourra être rattrapée sur les années suivantes.

La demande de révision des prix doit être transmise deux (2) mois avant la prise d'effet de la révision à l'adresse mail suivante :

Cette demande doit contenir les éléments suivants :

- ✓ Détail du calcul de la révision des prix ;
- ✓ Mention des indices utilisés pour le calcul de la formule ;
- ✓ Taux de révision résultant du calcul de la formule ;
- ✓ Annexes financières modifiées, incluant les prix conclus à la notification du présent marché et les prix révisés (au format modifiable et PDF signé).

=> Les annexes devront mentionner l'ensemble des révisions des prix appliquées sur les années antérieures.

En cas de non-transmission de la demande de révision des prix dans les délais mentionnés ci-dessus, les prix sont réputés inchangés.

### **6.3.2 Clause de sauvegarde**

L'acheteur se réserve le droit de rechercher si des prix moins élevés sont pratiqués par une autre société ou de procéder à un contrôle des prix auprès des autres distributeurs.

Si le barème pratiqué par le titulaire n'est plus compétitif avec des entreprises concurrentes, l'acheteur pourra demander au titulaire de s'engager à lui notifier son nouveau barème avec un mois de préavis.

L'acheteur se réserve le droit de le rejeter et de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations.

### **6.3.3 Promotion**

**Les prix proposés à l'occasion de promotions ponctuelles devront être appliqués à l'Administration.**

Dans le cadre d'une promotion générale sur un matériel, et si l'offre promotionnelle est plus intéressante que l'offre de base du présent accord-cadre à bons de commande ou le prix remisé, l'acheteur bénéficiera des conditions de la promotion. Ces conditions promotionnelles, pour leur durée d'application ne remplacent pas le taux de remise sur la durée contractuelle du contrat.

## **6.4 Evolution de gamme**

---

Dans le cas où, en cours de marché, le fournisseur ne serait plus en mesure de se procurer la gamme proposée au BPU, une proposition de gamme équivalente voire supérieure en valeur technique, sans changement des conditions financières et avec un délai de livraison identique sera proposée par le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire devra procéder à l'envoi au(x) représentant(s) de l'acheteur d'un courrier en recommandé avec accusé de réception 1 mois avant la mise en place de cette nouvelle gamme, mentionnant :



- ✓ Les justifications du changement de gamme ;
- ✓ Les références exactes du ou des nouveaux produits accompagnées des fiches techniques correspondantes.

L'acheteur se réserve la possibilité d'accepter cette proposition d'évolution qui sera alors contractualisée par avenant.

## 7 Clause de financement et de sûreté

### 7.1 Retenue de garantie

---

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

### 7.2 Avance

---

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du CCP. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le taux de l'avance est fixé à **5 %**.

NB : le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#).

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

#### Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

#### Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au code de la commande publique.

## 8 Modalités de règlement des comptes

### 8.1 Présentation des demandes de paiement

---

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du CCP.

Tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro.

Site dédié : [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm)

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement ou solde) après livraison et décision d'admission des fournitures par l'acheteur.

Contenu de la facture :

Outre les mentions légales, les factures devront préciser les mentions suivantes :

- Eléments d'identification du titulaire (siret..)et ses coordonnées bancaires ;
- le rappel intégral du libellé du matériel qui lui est lié ;
- le service concerné par la facture,
- le prix hors taxes, la T.V.A applicable en vigueur et le prix T.T.C ;
- le libellé exact du marché concerné et
- les références du bon de commande émis par l'administration
- les références exactes des lignes du BPU concernées par la facture ;
- **le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique (EJ) ;**
- **le code du service exécutant : MI5PLTF013**
- les références exactes des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- Le cachet de l'entreprise.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : **11000201100044**

## 8.2 Modalité de paiement

---

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire après émission de l'ordre de payer par l'ordonnateur.

## 8.3 Modification des coordonnées.

---

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

**Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud**  
**Direction de l'Administration Générale et des Finances**  
**Bureau de la Commande Publique et des Achats**  
**299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495**  
**13311 MARSEILLE – Cedex 14**

# 9 Pénalités

## 9.1 Modalités d'application des pénalités

---

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans les bons de commandes émis par l'acheteur au titre de cet accord-cadre.

Le calcul des pénalités s'opère à chaque fois que les dates et les délais contractuels seront dépassés par le fait exclusif des prestataires du marché, qu'il s'agisse des titulaires ou des éventuels sous-traitants.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront retenues par le comptable public sur les montants à régler.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, en aucun cas les pénalités ne seront plafonnées ou exonérées.

## **9.2 Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des obligations contractuelles découlant des dispositions du présent accord-cadre par le fait du titulaire, celui ci encourt sans observations préalables de l'acheteur, l'application de pénalités dont le montant forfaitaire est détaillé ci-dessous.

Les pénalités s'entendent pour chaque manquement dûment constatée par le pouvoir adjudicateur. Elles sont cumulables entre elles. Le point de départ du calcul des pénalités de retard, court à compter du jour calendaire suivant celui où l'évènement justifiant l'application de cette pénalité, est survenu.

Le tableau des pénalités présent dans le CCTP (article 3.19) précise les montants prévus en cas de non-conformité d'exécution.

## **10 Clause de réexamen**

La clause de réexamen suivante s'appliquera dans le cadre de ce marché.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire du marché et le représentant de l'acheteur pourront se rencontrer, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, pour faire le point sur l'exécution du marché.

Pourront notamment être abordés à cette occasion :

Ajouts ou modifications de prix unitaires ou de références de produits,

Ajouts de nouveaux sites ou de nouvelles installations techniques,

Prolongation des délais d'exécution.

Lorsque des circonstances imprévues surviennent en cours d'exécution et ont une influence sur l'exécution du marché.

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

## **11 Résiliation**

Les dispositions du CCAG – FCS s'appliquent.

## **12 Droit et langue**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

### 13 Dérogation au CCAG FCS

CCAP	CCAG – FCS
Art.1.8 du CCAP relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Article 3.6.2
Art 9.1du CCAP relatif au modalité d'application des pénalités	Article 14.1.2 Article 14.1.3
Art. 9.2 du CCAP relatif au pénalité de retard	Article 14.1.1